

JOURNAL DE ROUBAIX

POLITIQUE, COMMERCE, INDUSTRIE

ANNONCES JUDICIAIRES, ADMINISTRATIVES & COMMERCIALES

BULLETIN COMMERCIAL DE ROUBAIX ET TOURCOING

Ce journal paraît les Mercredi, Vendredi et Dimanche.

ABONNEMENT :	Pour Roubaix, trois mois,	7 francs, 50
	» » six mois,	14 »
	» » un an,	25 »

Les lettres, réclamations et annonces doivent être adressées au rédacteur-gérant, bureau du Journal, Grande-Rue, 53.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

Toutes les communications relatives au Journal doivent être déposées avant midi le jour de la publication.

On s'abonne et l'on reçoit les annonces, à Paris chez MM. LAFFITE-BULLIER et C^{ie}, 20, rue de la Banque.

Le JOURNAL DE ROUBAIX est seul désigné pour la publication des annonces de MM. HAVAS LAFFITE BULLIER et C^{ie} pour les villes de Roubaix et Tourcoing.

Roubaix, 23 Mars 1867.

BULLETIN.

Le roi Victor-Emmanuel a ouvert en personne, le 22 mars, le nouveau Parlement italien. Le discours prononcé à cette occasion, témoigne des idées de conciliation et d'ordre dont le gouvernement italien est animé; il renonce définitivement aux résolutions audacieuses et aux entreprises hardies, pour développer dans le repos et la tranquillité les éléments de vie et de prospérité que l'Italie a reçus de la Providence.

Aucune allusion n'est faite à la question romaine et à la politique extérieure. Le discours royal se termine ainsi :

« Dans des occasions solennelles, nous avons promis à l'Europe que nous deviendrons pour elle une force de civilisation, d'ordre et de paix, aussitôt que nous serions remis en possession de notre existence nationale. Maintenant, c'est à nous qu'il appartient de maintenir cette promesse et de répondre à l'espérance que l'on avait mise en nous. »

D'après un journal de Londres, auquel nous laissons la responsabilité de ses dires, ja nouvelle d'une alliance entre la Prusse, la Bavière et le grand-duché de Bade, a profondément remué l'esprit public en Angleterre. L'opinion générale est que la publication de ces traités aurait été provoquée par le bruit de négociations entre la France et la Hollande au sujet du Luxembourg. Dans les cercles politiques, on va plus loin, on prétend qu'il existerait un autre traité secret entre les trois contractants, lequel aurait pour effet plus ou moins rapproché le partage du Wurtemberg et de la Hesse-Darmstadt entre la Bavière et Bade, et poserait des bases pour l'incorporation future du Sud dans la confédération du Nord.

En admettant que l'événement confirme ces rumeurs britanniques, M. de Girardin dira-t-il encore : « Désarmons ! »

L'abolition de la ligne du Mein et l'adoption immédiate du principe de l'unité nationale : tel est jusqu'à présent le résultat

des négociations entre la gauche et la fraction nationale du Parlement allemand du Nord. On voit que M. de Bismark a marché. Il doit être assez satisfait de sa monture.

En Russie, deux partis sont en présence : le parti de Saint-Petersbourg, c'est-à-dire européen, et celui de Moscou, le vieux parti russe. Avec le premier, la Russie, suivant le grand mouvement de la civilisation européenne, renoncerait à la conquête de la Turquie; la prise de Constantinople devant faire de l'Empire une puissance orientale pour ainsi dire et transférer la suprématie politique à Moscou. Le vieux parti russe a pour objet le statu quo intérieur, une séparation aussi complète que possible de l'Occident. Le gouvernement reste, dit-on, en équilibre entre ces deux extrêmes.

Une correspondance de Podolie et de Volhynie annonce que de grands mouvements militaires se font dans ces contrées. Entre Krzemieniec et Stry Constantinoïff, il s'est effectué de nombreux transports de troupes. On parle d'un camp qui serait établi au printemps près de cette dernière ville. Des agents russes font des approvisionnements de fourrages, grains, etc. Plusieurs régiments de chasseurs à cheval viennent d'être armés de fusils se chargeant par la culasse.

J. REBOUX.

Situation des affaires.

Les incertitudes et les préoccupations politiques entravent toutes les affaires à longue échéance. On ne se déciderait à en entreprendre que si on avait la certitude de la paix. Malheureusement le projet de loi sur la réorganisation de l'armée reste suspendu comme une menace permanente de guerre sur l'année 1867.

Les ambitions cachées ou avouées de la Prusse font craindre des complications plus ou moins différées, mais certaines. Chacun comprend que ce n'est plus

qu'une question de temps et d'opportunité.

Les troubles de Roubaix causent aussi des craintes sérieuses à tous nos districts manufacturiers. Tout le monde est prêt à admettre qu'en présence du renchérissement continu des substances alimentaires, il y a lieu à augmenter les salaires des ouvriers. Mais on se demande avec raison dans quelles conditions nous pourrions fabriquer et produire si le prix de revient des articles s'élève sans cesse. N'y a-t-il pas à redouter de voir les industries des nations rivales se substituer à nos propres industries sur les marchés de l'étranger? Ce sont là de graves questions auxquelles il faudrait porter une attention sérieuse, et malheureusement encore, tous les esprits tendent à s'occuper plutôt des questions politiques. Il n'y a plus que celles-là, à l'ordre du jour!

On l'a dit avant nous, l'agriculture, le commerce, l'industrie ont besoin de paix, d'ordre, de tranquillité. Il faut que la paix soit assurée, que l'ordre règne, que la tranquillité soit garantie au moins pour quelques temps, de manière à permettre des opérations de longue haleine. Qu'on songe dans maintes circonstances que les industriels et les commerçants ont besoin de six mois, d'un an même pour réaliser leurs entreprises, et qu'on nous donne au moins la sécurité de six mois! Peut-on se promettre de l'avoir avec les causes d'agitation qui fermentent en présence des redoutables problèmes qui se posent dans l'avenir? — PERNET.

(Moniteur Industriel).

DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES

L'Agence Havas nous transmet les dépêches télégraphiques suivantes :

TURQUIE.

Constantinople, 21 mars.

Conformément aux vœux du Parlement, le gouvernement anglais a envoyé une circulaire à ses consuls en Orient. Les

consuls devront lui adresser un rapport s'asstant dans quelle mesure a eu lieu l'exécution des traités conclus entre l'Angleterre et la Porte pour l'amélioration du sort des sujets non-musulmans de la Turquie.

PRUSSE.

Berlin, 22 mars.

La plupart des cours de l'Europe, et dans le nombre celles de Paris et de Saint-Petersbourg, ont envoyé ici des télégrammes de félicitation, à l'occasion de l'anniversaire de la naissance du Roi.

ÉTATS-UNIS.

New-York, 21 mars, midi.

La Chambre des représentants a adopté une résolution par laquelle la Commission des affaires étrangères est chargée de s'informer pourquoi il n'a pas encore été fait droit aux réclamations faites, relativement aux dommages causés par l'*Alabama*, et en même temps quelles sont les mesures à adopter pour obtenir satisfaction.

Les avis du Japon annoncent la mort du Mikado.

ANGLETERRE.

Londres, 21 mars.

Dans la réunion des députés libéraux qui a été tenue aujourd'hui, M. Gladstone a manifesté l'intention de combattre le bill de réforme ministériel en deuxième lecture, mais il y a renoncé, par déférence pour les vœux d'un grand nombre de ses collègues.

Il a été décidé que les députés libéraux ne combattraient pas le bill en deuxième lecture, pourvu que le gouvernement abandonnât la dualité du suffrage et modifiât certains articles du bill relatifs aux locaux, de façon à conférer des droits égaux à toute personne appelée à jouir du droit de suffrage.

CHAMBRE DES COMMUNES. — Lord Stanley répondant à M. Gregory, dit que la France conseille à la Porte de céder l'île de Candie à la Grèce, mais qu'il ne sait pas encore d'une manière certaine si l'Autriche et la Russie appuient cette recommandation.

Sur une interpellation de M. Griffith, lord Stanley répond qu'il ignore si de nouvelles garanties ont été données par les grandes puissances, relativement à la souveraineté de la Porte sur la Serbie.

M. Disraeli annonce que le Gouvernement introduira, pendant la session actuelle un bill de réforme pour l'Ecosse et l'Irlande.

CORRESPONDANCE PARTICULIÈRE

du Journal de Roubaix.

Paris, 21 mars.

Il n'y a pas eu hier d'observations présentées à l'ouverture de la séance du Corps législatif, à l'occasion du procès-verbal de la séance de lundi. Après le vote de diverses lois d'intérêt local, la Chambre a adopté le règlement définitif du budget de 1863. Une discussion assez longue s'est engagée sur ce fait, qu'en 1863, année des élections générales, la somme de deux millions allouée aux fonds secrets du ministre de l'intérieur s'est trouvée insuffisante, et qu'il lui a été ajouté par un décret de virement, un supplément de 200,000 fr. M. de Persigny était alors ministre. La majorité de la Chambre, 220 voix contre 16, a voulu protester contre cette rumeur, d'après laquelle M. de Persigny aurait employé l'argent des contribuables pour aider ou combattre certaines élections.

Le *Moniteur* ne dit pas un mot, soit dans son bulletin, soit à ses nouvelles étrangères, du double traité qui place les troupes des Etats allemands du Sud sous le commandement de la Prusse. Ce fait en lui-même emprunte une importance particulière au moment choisi par M. de Bismark. Selon les uns, le ministre de Prusse a voulu attendre que la France fut rassurée sur le caractère purement définitif de sa politique intérieure et extérieure, et ne laisser connaître ce traité que quand il aurait été démontré que l'ambition de la Prusse, complètement satisfaite, avait atteint ses dernières limites. Selon les autres, M. de Bismark aurait voulu répondre ainsi aux discours prononcés dans les dernières séances du Corps législatif, et il aurait lancé cette révélation comme un défi et une menace à la France; et ils citent comme preuve de cette interprétation, les dépêches qui annoncent l'augmentation de la garnison prussienne de Luxembourg.

Il nous semble bien difficile de choisir entre ces deux appréciations sans s'exposer à se tromper quelque peu. De même nous devons hésiter à nous prononcer pour une de ces deux hypothèses politiques qu'on veut nous imposer comme un dilemme : ou bien nous allier à la Prusse, amener la Belgique, obtenir les anciennes frontières de Vauban et laisser la Prusse annexer à

BIBLIOGRAPHIE

ALCUIN ET CHARLEMAGNE

PAR

FRANCIS MONNIER.

Précepteur du Prince Impérial.

Quand on traverse l'Europe d'un bout à l'autre, César, Charlemagne et Napoléon sont les trois énormes bornes milliaires, ou plutôt millénaires, qu'on retrouve toujours sur son chemin... V. H.

L'ouvrage, dont nous allons essayer de donner, aussi succinctement que possible, un aperçu, n'est pas un volume énorme plein de petites choses : c'est un petit livre curieux et très-instructif, d'à-peu-près quatre cents pages, d'une importance et d'une portée immenses, aujourd'hui surtout que l'attention générale s'est portée, — à tort pour les uns et avec raison

pour les autres, — sur des œuvres de dissidence dogmatique en matière religieuse; œuvres qui ont, dans tous les cas, un véritable intérêt d'actualité.

Clair et profond, comme toute étude faite par un écrivain érudit, ce livre est divisé avec une méthode si simple et si nette que les lecteurs, quels qu'ils soient, peuvent, sans efforts, suivre pas à pas toutes les phases, savamment présentées, de cette époque si riche en enseignements.

D'ailleurs, un livre ou un tableau, quel qu'il soit, écrit ou peint par un professeur éprouvé, a toujours de l'intérêt, quand l'écrivain ou le peintre a choisi deux grandes figures comme celles de Charlemagne et d'Alcuin!... de *Charles-le-Grand*, l'imitateur de César, d'Auguste, de Sésostris et de Justinien! — Qui fut grand avant Napoléon I^{er}.

Le restaurateur des lettres; le fondateur et le patron de l'Université de Paris, à qui l'on est redevable, entre autres choses, des progrès de la marine, du creusement de plusieurs ports, et, de lettres, d'ouvrages théologiques et littéraires, — d'institutions de toute sorte; ouvrages qui, s'il les avait bien lus et bien jugés, auraient, sans doute, empêché Voltaire, — cet homme qui, selon M. Villemain, remuait tout dans tous les genres, — d'émettre sur cet immortel géant du VIII^e siècle, une opinion plus que légère, dans son *Essai sur les mœurs*!...

Et, Alcuin; cette autre silhouette, non moins belle, mais avec un genre de gloire différent; ce fameux diacre d'York, qui, par sa réputation considérable de savant, fut appelé par Charlemagne à la direction de cette célèbre académie appelée : *Ecole palatine*.

Ces deux hommes eussent certainement fait plus encore, s'ils avaient eu à diriger ou à gouverner une nation plus avancée en civilisation.

La première partie nous présente Alcuin, professeur, sorti de l'école anglo-saxonne d'York et attiré par le défenseur de Rome, qui, comme le dit M. Monnier, ne semblait étendre ses conquêtes que pour agrandir le domaine de l'intelligence, dans un moment où la puissance de la pensée vaincue reculait devant la force matérielle.

Il analyse longuement et avec le soin minutieux de l'homme du métier, les livres, pleins d'érudition d'Alcuin, sur les sept arts. — Il cite les textes latins comparés d'Isidore de Séville et d'Alcuin. — Les livres de la nature de l'âme, — des vertus et des vices. — Puis, il nous fait voir Alcuin voulant créer l'*Athènes du Christ*, dans son école palatine. — L'objet principal de ce professeur, dit-il, était la science des écritures. — Son instruction se divisait en *Trivium* et *Quadrivium*.

M. Guizot, dans son *Histoire de la civilisation en France*, s'occupe, lui aussi, de ce fameux Alcuin.

Dans la deuxième partie, l'auteur passe en revue la conduite et les écrits d'Alcuin, comme théologien : — (Il a créé la théologie alcuinienne à laquelle a succédé la théologie mystique), et ses controverses avec Félix d'Urgel, à cette époque, dit-il, où les sociétés européennes prirent la forme de la royauté pour s'affranchir de la féodalité.

L'Evangile formait alors la base de la constitution, laquelle n'avait que la raison pour la défendre...

— Le pape était élu par les évêques pour orateurs.

— Tous étaient élus par le libre suffrage du peuple et du clergé.

C'est à cette époque que, sur la prière d'Adrien I^{er}, Charlemagne remplaça le rit gallican par le rit romain. — C'est à cette date, ajoute-t-il encore, qu'eut lieu cette belle transformation sociale qui se perpétue jusque dans les temps modernes, en Allemagne et en France. — Il nous apprend également qu'Alcuin a écrit un traité sur la musique.

Il la divisait et la définissait ainsi : *La musique est la division des sons, la variété des voix et la modulation du chant*.

L'ouvrage, frappé au coin du génie, se termine par Alcuin à Tours, où il avait établi des cours gratuits sur les sept arts, d'où sortirent une foule de savants qui se répandirent dans les principales écoles monastiques.

Et, comme pour délasser le lecteur, si le lecteur peut se fatiguer de lire des choses sérieuses et savantes, M. Monnier donne une charmante analyse, nous pourrions dire et devrions dire, une traduction des poésies d'Alcuin, dans lesquelles celui-ci, avec un homme ressuscité pour fiction, décrit l'enfer chrétien avec la peinture de l'iffrin saxon, celle du Walhalla et celle du ciel. — Dans cette dernière partie à notre avis très étudiée, l'auteur met en relief les dernières péripéties de la vie et de la disgrâce du savant Alcuin, secondant, cependant, et conseillant Charlemagne, qui, sans lui, disons-le bien vite, eût été, certes, bien moins grand pour faire triompher, par le christianisme, l'esprit sur le corps.

D'un autre côté et dans un intérêt qu'il serait inutile d'expliquer, Alcuin conseille

à Gontrade, ami intime des filles et petites-filles de l'Empereur, de lui donner de meilleurs conseils, lorsqu'elles monteraient de la légèreté dans leur conduite...

Enfin, il fait ressortir avec beaucoup de finesse, Charlemagne sachant tout apprendre et tout comprendre pour trouver les sentiments vrais et la force aboissant à l'unité!... — En un mot, le triomphe des races du Nord sur le vieux monde, dans ce vaste empire qui s'étendait du Volturne, de l'Oder et de l'Eyder à l'Océan et la Méditerranée, et de l'Elbe à l'Ebre!

— Empire deux fois plus grand que celui de Napoléon, comme l'a dit Victor Hugo, si l'on ne tient pas compte des pays voisins, que le colosse guerrier de notre siècle gouvernait, cependant, médiocrement : — L'Espagne, l'Italie, la Westphalie et la Hollande.

Si nous ne craignons de diminuer ou d'affaiblir l'œuvre de M. Monnier en l'analysant ou en la paraphrasant plus longuement, nous en ferions l'objet d'une brochure spéciale; elle le mérite.

Nous croyons plus rationnel, dans l'intérêt de l'œuvre, de nous arrêter là, en nous bornant, quant à présent, à conseiller la lecture de l'ouvrage.

— Peut-on, d'ailleurs, donner une idée complète de la beauté d'un corps en montrant un squelette?... En résumé, le volume dont nous venons de nous occuper, — qui porte à chaque page, le sceau d'une longue étude, et répète, au moins, utile aux professeurs et à tous ceux qui, leurs partisans ou non, ont lu E. Renan. Car c'est, s'il nous est permis de nous exprimer ainsi, un immense et magnifique tableau stéréoscopique, re-